

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Mardi 16 Décembre 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

SUD QUOTIDIEN. Adoption de la loi de finances initiale 2026 : le pari d'investissements structurants pour refonder la croissance

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi de finances initiale pour l'année 2026, marquant une étape importante dans la trajectoire budgétaire et économique du pays. Ce budget se distingue par un volume de dépenses évalué à 7 433,9 milliards de francs FCFA, pour des recettes estimées à 6 188,8 milliards. L'écart entre ces deux agrégats conduit à un déficit budgétaire projeté à 5,37 % du Produit Intérieur Brut (PIB), traduisant un choix assumé de soutien à l'investissement dans un contexte de consolidation progressive des finances publiques. La pression fiscale devrait atteindre 23,2 % du PIB en 2026, contre 19,3 % dans la loi de finances initiale de 2025. Selon les données du ministère des Finances et du Budget, les recettes prévues enregistrent une hausse de 23,4% par rapport à la LFI 2025, tandis que les dépenses augmentent de 12,3%, confirmant une orientation vers une meilleure efficacité de la dépense publique.

<https://www.sudquotidien.sn/adoption-de-la-loi-de-finances-initiale-2026-le-pari-dinvestissements-structurants-pour-refonder-la-croissance/>

SIKA FINANCE. Sénégal/Budget 2026 : Ces ministères les mieux dotés

https://www.sikafinance.com/marches/senegalbudget-2026-ces-ministeres-les-mieux-dotes_58411

SIKA FINANCE. Sénégal : 56 milliards FCFA d'un consortium européen pour la modernisation du port de Dakar

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-56-milliards-fcfa-dun-consortium-europeen-pour-la-modernisation-du-port-de-dakar_58434

SENEWEB. Restructurer ou ne pas restructurer la "grosse" dette : L'avis "cash" de spécialistes sénégalais

Restructurer ou ne pas restructurer ? La faramineuse dette publique sénégalaise est aujourd'hui une véritable chape de plomb pour les autorités du pays. Dans les documents officiels du gouvernement, on parle d'un stock global qui culmine à 119% du Pib, soit 23 666 milliards de FCFA), même si le Fonds monétaire international (Fmi) évoque, lui, un endettement perché à 132% du Pib. Sur la table des autorités, se trouvent des options. Mais, celle qui semble être privilégiée par les institutions financières reste la restructuration.«La nature et le choix des opérations spécifiques sur la dette, notamment la décision de restructurer ou non les obligations, relèvent de la souveraineté du Sénégal», a précisé la Directrice de la communication du Fmi, Julie Kozack, le 5 décembre. La balle est donc dans le camp des autorités sénégalaises. Doivent-elles restructurer ou pas cette dette pour gagner une plus grande marge de manœuvre financière ?

https://www.seneweb.com/fr/news/5/restructurer-ou-ne-pas-restructurer-la-grosse-dette-lavis-cash-de-specialistes-senegalais_n_477613.html



APS. La FIDAK et la Foire de Paris manifestent la volonté de soutenir ensemble les entrepreneurs et les artisans

La Foire internationale de Dakar (FIDAK) et la Foire de Paris ont exprimé la volonté, lundi, dans la capitale sénégalaise, de mettre davantage ces deux événements au service des entrepreneurs et des artisans. En visite à la FIDAK, le directeur de la Foire de Paris, Steven Abajoli, a souhaité travailler au renforcement de la coopération entre les deux foires. La FIDAK et la manifestation commerciale parisienne qu'il dirige doivent davantage promouvoir les échanges économiques et culturels entre l'Europe et l'Afrique, au-delà du partenariat franco-sénégalais, selon M. Abajoli. Il considère la Foire internationale de Dakar comme la porte d'entrée en Afrique de l'Ouest des entreprises exposant à la Foire de Paris et désireuses de s'implanter au Sénégal et dans les autres pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

<https://aps.sn/la-fidak-et-la-foire-de-paris-manifestent-la-volonte-de-soutenir-ensemble-les-entrepreneurs-et-les-artisans/>

SENEWEB. Chantiers navals de Dakar : entre l'État et les Hollandais, les négociations coïncident

Une délégation de Damen Shipyards, groupe néerlandais de défense, de construction navale et d'ingénierie, est attendue au Sénégal dans les prochains jours pour finaliser les négociations avec l'État pour la reprise des chantiers navals de Dakar. Les discussions entre les deux parties sont au point mort, si l'on en croit Libération. Pourtant, renseigne le journal, Damen a été déjà désigné attributaire provisoire du marché et un accord a été trouvé au sujet du ticket d'entrée fixé à 3,3 milliards de francs CFA. Le point d'achoppement réside, selon la même source, dans «les autres propositions financières des Hollandais» que l'État juge «défavorables». Il s'agit notamment, détaille le quotidien d'information, du paiement des redevances et de la gestion domaniale. «Même si l'expérience technique de Damen est incontestable, il n'a pas proposé mieux que le groupe turc Ozata, dont le contrat avait été annulé à la faveur du changement de régime, ou Lisnave, l'exploitant actuel, qui a redonné une seconde vie aux chantiers navals de Dakar sous le régime socialiste», signale Libération.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/chantiers-navals-de-dakar-entre-letat-et-les-hollandais-les-negociations-coincident_n_477591.html

AGENCE ECOFIN. Sénégal : un centre de formation en mécanisation agricole entre en service à Podor

Au Sénégal, le secteur agricole contribue à hauteur de 15 % du PIB. Alors que le gouvernement mise sur la mécanisation agricole pour renforcer la productivité du secteur à travers des projets industriels, le renforcement des compétences est également indispensable pour soutenir ces ambitions. Au Sénégal, l'Agence nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes (ANPEJ) a inauguré le samedi 13 décembre un centre de compétences en machinisme agricole basé à Podor. Selon les informations relayées par l'Agence de presse sénégalaise (APS), cette infrastructure dont le coût d'installation n'est pas révélé a été réalisée dans le cadre du Projet d'appui à la formation professionnelle et à l'auto-emploi des jeunes (PAFPAJ), avec l'appui de la coopération andalouse en Espagne. D'après Sinna Amadou Gaye, directrice générale



de l'ANPEJ, ce centre vise à développer des compétences techniques dans des métiers liés à la conduite, à la maintenance et à la gestion des équipements agricoles.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-agro/1512-134312-senegal-un-centre-de-formation-en-mecanisation-agricole-entre-en-service-a-podor>

LEJECOS. Accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine : Les Etats membres de la Cedeao invités à accélérer la mise en œuvre

L'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) a été abordé le 14 décembre dernier à Abuja lors de la 68e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao. Selon le communiqué final, la Conférence prend note de l'état d'avancement de la mise en œuvre, notamment la soumission de la liste unique consolidée des engagements spécifiques de la Cedeao au titre du Protocole sur le commerce des services. La Conférence exhorte tous les États membres à accélérer la mise en œuvre de l'accord en renforçant les structures institutionnelles pertinentes et en mettant en œuvre les stratégies régionales et nationales relatives à la Zlecaf. Elle invite, en outre, la Commission de la Cedeao à continuer de soutenir les États membres et de coordonner les positions régionales. Dans la même dynamique, la Conférence a pris note du rapport du Conseil sur la mise en œuvre du Système de libéralisation des échanges de la Cedeao (Slec).

<https://www.lejecos.com/Accord-sur-la-Zone-de-libre-echange-continentale-africaine-Les-Etats-membres-de-la-Cedeao-invites-a-acceler-er-la-mise-en-œuvre-a30053.html>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. Sénégal: les députés adoptent la loi de finances 2026 censée restaurer «la crédibilité des finances publiques»

Validé dans la soirée du samedi 13 décembre, le texte compte sur une forte accélération de la croissance pour remplir les caisses de l'État et prévoit de continuer à emprunter sur les marchés pour refinancer sa dette. Des paris face auxquels plusieurs économistes se montrent sceptiques. Dans la soirée du samedi 13 décembre, les députés sénégalais ont adopté la loi de finances pour l'année 2026 à travers laquelle l'État entend restaurer « la crédibilité des finances publiques ». Reste que le texte ainsi validé par l'Assemblée intervient dans un contexte financier pour le moins tendu : alors que la dette sénégalaise dépasse 130% du PIB selon le FMI, les dernières négociations avec l'institution de Bretton Woods en vue d'un programme d'aide ont échoué...

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20251215-s%C3%A9n%C3%A9gal-les-d%C3%A9put%C3%A9s-adoptent-la-loi-de-finances-2026-cens%C3%A9e-restaurer-la-cr%C3%A9dibilit%C3%A9-des-finances-publiques>



JEUNE AFRIQUE. Dette publique : pourquoi la Côte d'Ivoire est devenue le deuxième pays le mieux noté du continent

Fitch Ratings a relevé la note souveraine de la Côte d'Ivoire à BB. Pour l'agence de notation, le pays d'Alassane Ouattara affiche le meilleur profil de crédit d'Afrique subsaharienne et le deuxième du continent derrière le Maroc. L'ascension est lente mais continue. Le 12 décembre, Fitch Ratings a relevé la note souveraine de la Côte d'Ivoire de BB- à BB. Pour l'agence de notation américaine, le pays d'Alassane Ouattara affiche désormais le meilleur profil de crédit d'Afrique subsaharienne, devant l'Afrique du Sud et la Namibie. Au niveau continental, seul le Maroc fait mieux avec BB+, soit un cran au-dessus.

<https://www.jeuneafrique.com/1749606/economie-entreprises/pourquoi-la-cote-divoire-est-devenue-le-deuxieme-pays-le-mieux-note-du-continent/>

JEUNE AFRIQUE. États-Unis – Afrique : les coulisses d'un lobbying africain à Washington

À l'approche de l'expiration de l'Agoa, diplomates africains, élus américains et grandes entreprises ont engagé une intense campagne de lobbying à Washington. Objectif : convaincre l'administration Trump que le régime préférentiel ne relève pas de l'aide, mais d'un outil au service de l'emploi, de la compétitivité et de la sécurité économique des États-Unis. Lorsque le président américain Bill Clinton promulguait l'African Growth and Opportunity Act (Agoa) il y a vingt-cinq ans, le programme visait à privilégier une relation fondée sur « le commerce plutôt que sur l'assistance ». Il promettait croissance économique, diversification et autonomie pour le continent. Vingt-cinq ans après sa création, l'Agoa n'est plus jugée à l'aune de ses effets en

<https://www.jeuneafrique.com/1749482/economie-entreprises/etats-unis-afrique-les-coulisses-dun-lobbying-africain-a-washington/>

FRENCH.CHINA.ORG.CN. Pourquoi la Banque mondiale a-t-elle revu à la hausse ses prévisions de croissance économique pour la Chine?

La Banque mondiale a publié le 11 décembre son dernier rapport économique sur la Chine, relevant ses prévisions de croissance économique pour 2025 de 0,4 point de pourcentage par rapport à ses prévisions précédentes. À ce jour, plusieurs organisations internationales et institutions financières de renom ont également revu à la hausse leurs prévisions de croissance économique pour la Chine en 2025. Cela témoigne de la reconnaissance du potentiel économique et de développement de la Chine. Face à un environnement extérieur complexe et en constante évolution, la Chine a enregistré une croissance stable grâce à des politiques efficaces, à une demande intérieure croissante et à l'innovation technologique. Premièrement, une politique budgétaire plus proactive et une politique monétaire modérément souple ont insufflé un nouvel élan à la reprise économique, devenant ainsi le principal argument permettant aux organisations et institutions internationales de revoir à la hausse leurs attentes concernant l'économie chinoise.

http://french.china.org.cn/business/txt/2025-12/16/content_118231223.htm

COURRIER INTERNATIONAL. Commerce. Pourquoi l'IA retarde l'onde de choc de la guerre tarifaire sur la croissance mondiale

Après l'ouverture des hostilités douanières par le président américain en avril, les économistes prédisaient un séisme mondial. Il ne s'est pas produit. Pour le "Wall Street



Journal”, les investissements massifs dans l’intelligence artificielle ont simplement reporté la déflagration de quelques mois. Quand Donald Trump a annoncé sa nouvelle politique douanière au “jour de la libération” en avril, les économistes ont prédit un séisme mondial. Les États-Unis achèteraient moins à l’étranger, ce qui entraînerait une baisse des exportations et la hausse du chômage. Désormais, certains experts revoient leurs prévisions de croissance mondiale à la hausse. Une raison majeure l’explique : ce que le gouvernement américain a ôté au commerce international avec ses droits de douane, les entreprises de la tech l’ont redistribué avec leurs dépenses à tout-va dans l’intelligence artificielle (IA).

https://www.courrierinternational.com/article/commerce-pourquoi-l-ia-retarde-l-onde-de-choc-de-la-guerre-tarifaire-sur-la-croissance-mondiale_238060

LES ECHOS. France .Impôts : la lutte contre la fraude fiscale ne paie pas, dénonce la Cour des comptes

Malgré des moyens renforcés et des outils innovants, la lutte contre la fraude fiscale peine à produire des résultats. La Cour des comptes appelle à une révision stratégique pour mieux évaluer l'ampleur de la fraude et améliorer l'efficacité des contrôles. L'administration a beau avoir fait évoluer ses techniques de lutte contre la fraude fiscale, ses efforts ne se traduisent pas dans les chiffres, déplore la Cour des comptes. Dans un rapport publié ce mardi, les magistrats s'étonnent du décalage entre les nombreuses lois (2013, 2018), articles de lois de finances (de 2019 à 2021) ou plan contre la fraude (en 2023) qui se sont succédé en dix ans, et les résultats de cette lutte. Malgré sa forte présence dans le débat public, la fraude fiscale demeure « mal cernée et non chiffrée », constatent-ils. En dépit des réformes, « la connaissance de l'ampleur de la fraude commise n'a pas progressé ». Et surtout, les sommes recouvrées par les limiers du fisc stagnent.

<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/impots-malgre-les-reformes-la-lutte-contre-la-fraude-fiscale-plafonne-2205014>

ZONE BOURSE. CAC 40 : la Bourse passe enfin au révélateur de l'emploi américain

La Bourse de Paris devrait se montrer hésitante mardi dans les premiers échanges d'une séance au cours de laquelle les investisseurs vont suivre, outre un rapport sur l'emploi américain très attendu, la publication des derniers indices d'activité PMI en Europe. Vers 8h15, le contrat "future" sur l'indice CAC 40 - livraison décembre - cède 19 points à 8 110 points, annonçant un début de séance en territoire négatif mais pas trop éloigné de son point d'équilibre. Porté par un phénomène de rotation vers les valeurs cycliques, le CAC avait fini la séance de lundi sur un gain de 1,2% à 8 124,8 points, ce qui lui avait permis d'aller tester le sommet de l'étroit canal allant de 8 050 à 8 150 points duquel il n'est plus sorti depuis le 26 novembre dernier.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/cac-40-la-bourse-passe-enfin-au-revelateur-de-l-emploi-americain-ce7d50ded98df423>

LE MONDE. Placements : une année en or

C'est à une véritable ruée vers le métal roi que l'on a assisté en 2025, sa valeur dépassant même 4 000 euros l'once. Et les experts veulent croire que les cours se maintiendront au plus haut. Un déclic. Depuis que l'or a franchi en octobre la barre des 4 000 euros l'once, soit plus de 110 euros le gramme, un niveau qu'on n'avait plus vu



depuis les années 1980, les comptoirs spécialisés ne désemplissent plus. « On voit revenir des profils qu'on n'y voyait plus : primo-épargnants, cadres, retraités prudents », observe Alexis Monceaux, directeur général de Godot & Fils. Estimations de bijoux, ventes opportunistes, achats de lingotins ou de napoléons : le réflexe or revient au premier plan. L'année 2025 aura été singulière. Dans un monde secoué par l'inflation résiduelle, les tensions géopolitiques et les doutes sur la dette publique, le métal jaune a multiplié les records.

https://www.lemonde.fr/argent/article/2025/12/16/placements-une-annee-en-or_6658106_1657007.html

